



MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE  
ET DE L'HYDRAULIQUE

-----  
DIRECTION DE CABINET

-----  
DIRECTION GENERALE DE L'HYDRAULIQUE

-----  
DIRECTION DES ETUDES ET DE LA  
PLANIFICATION

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE  
*Unité - Dignité - Travail*

.....

## PROJET

GESTION DES CONNAISSANCES ET D'APPRENTISSAGE SECTORIEL

*Direction Générale de l'Hydraulique  
septembre 2016*

# Table des matières

LISTES DES CARTES.....	2
LISTES DES ABREVIATIONS ET SIGLES .....	2
RESUME.....	3
I. APERCU GENERAL SUR LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE.....	4
I.1. Contexte physique.....	4
I.2 Contexte administrative .....	6
I.3 Contexte Démographie .....	6
I.4 Contexte socio-économique .....	7
II. ETAT DU SECTEUR DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT .....	7
II.1 Sous-secteur eau potable .....	7
II.2 Sous-secteur assainissement et hygiène.....	8
III. HISTORIQUE DE GCAS .....	8
IV. METHODOLOGIE TRAVAIL.....	9
IV.1 Un Comité de rédaction (CR) .....	9
IV.2 Un Comité de Pilotage.....	10
V. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET.....	10
VI. PORTEE DU PLAN D'ACTION.....	11
VI.1 Portée du plan en matière d'acteurs .....	11
VI.2 Durée d'exécution du plan .....	12
VII. OBFFECTIF DU PROJET ET RESULTATS ATTENDUS .....	12
VII.1 objectif global (Changement ultime visé) .....	12
VII.2 Objectif spécifique (Changements intermédiaires / conditions préalables) .....	12
VII.3 Résultats attendus .....	12
VII.4 Activités .....	13
VII.5 Indicateurs pour chaque résultat.....	14
VII.6 Facteurs d'influence .....	14
<i>VII-6.1 Les facteurs d'influences positifs.....</i>	15
<i>VII-6-2 Les goulots d'étranglement et les mesures d'atténuation.....</i>	15
VIII. STRATEGIES .....	16
VIII-1 Au niveau du cadre d'apprentissage .....	16
VIII-2 Au niveau des outils d'apprentissage sectoriel.....	16
VIII-3 Au niveau du développement des capacités .....	16
IX. COUT DU PROJET .....	16
X. CONCLUSION.....	17
XI. MATRICE DU CADRE LOGIQUE DU PROJET GCAS.....	18
XII. ANNEXES .....	19
Annexe 1 : Cout de mise en œuvre .....	19
Annexe 2: Schéma de collecte des données et de diffusion.....	30

## LISTES DES CARTES

Carte 1: Localisation de la RCA

Carte 2 : Réseau hydrographique

## LISTES DES ABREVIATIONS ET SIGLES

<b>AEPHA</b>	Alimentation en Eau Potable, hygiène et Assainissement
<b>AERCA</b>	Assainissement et Accès à l'Eau en RCA
<b>AOC</b>	Afrique de l'Ouest et du Centre
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement
<b>CP</b>	Comité de Pilotage
<b>CR</b>	Comité de Rédaction
<b>DGH</b>	Direction Générale de l'Hydraulique
<b>DSRP</b>	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
<b>EHA</b>	Eau, hygiène et Assainissement
<b>FENU</b>	Fonds d'Équipement des Nations Unies
<b>GCAS</b>	Gestion de Connaissance et Apprentissage Sectoriel
<b>GPS</b>	Système de Positionnement Global
<b>ICASEES</b>	Institut centrafricain des Statistiques et des Enquêtes Economiques et Sociales
<b>IDH</b>	Indices de Développement Humain
<b>IRC</b>	International Rescue Committee
<b>MICS</b>	Enquête à Indicateurs Multiples
<b>MMEH</b>	Ministère des Mines de l'Énergie et de l'Hydraulique
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>RCA</b>	République Centrafricaine
<b>RCAInfo</b>	Base de données sociodémographiques de la RCA
<b>RGPH</b>	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
<b>SID</b>	Système d'Information Géographique de Centrafrique
<b>SIGCAF</b>	Système d'Information Sanitaire
<b>SIRECAF</b>	Système d'Information des Ressources en Eau de Centrafrique
<b>SISE</b>	Système d'Information de Secteur de l'Eau
<b>SISEA</b>	Système d'Information de Secteur de l'Eau et de l'Assainissement
<b>SNE</b>	Société National des Eaux
<b>SNIS</b>	Système National d'Information Sanitaire
<b>SODECA</b>	Société de Distribution d'Eau en Centrafrique

## RESUME

La République Centrafricaine (RCA) est un pays enclavé. Ce pays a une économie essentiellement dépendante du secteur primaire et qui s'est dégradée ces dernières années compte tenu des crises récurrentes militaro-politiques survenues depuis deux décennies.

Les ressources en eau de ce pays sont nombreuses et constituent un fort potentiel de développement socioéconomique : alimentation en eau potable, irrigation, hydroélectricité, élevage, aquaculture, navigation fluviale, écotourisme, etc. Contrairement à certains pays en situation de stress hydrique sévère, la RCA dispose d'un potentiel énorme en ressources en eau. Ces ressources naturelles sont peu valorisées. Cette situation est due aussi, à l'absence d'un système d'informations véritable du secteur eau et assainissement, qui est un outil de planification et de décision. La RCA dispose d'un climat varié, engendrant la forêt équatoriale dense au sud et une savane boisée au nord et différent sol selon le milieu écologique.

Le niveau d'équipement en infrastructure hydraulique pour l'alimentation en eau potable et les installations sanitaires pour l'hygiène et l'assainissement restent faibles dans tout le pays.

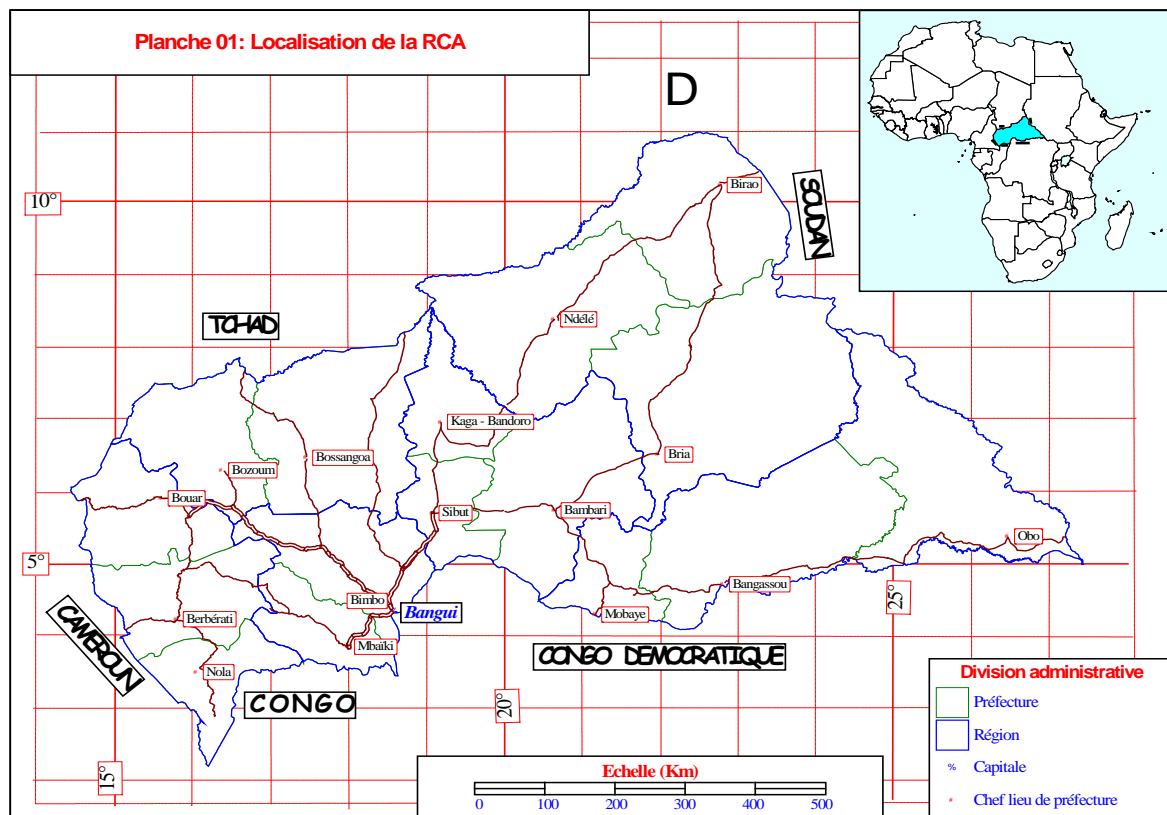
Les ressources en eau sont disponibles et suffisent largement pour satisfaire les besoins et les demandes en eau domestique et industrielle.

Pour les installations d'assainissement, la topographie du terrain, la texture et la lithologie du sol et surtout la faible densité de la population est un véritable atout pour installer différents prototypes d'ouvrage de gestion de déchets solides et des excréta.

Par conséquent, les stratégies du projet de Gestion de Connaissance et d'Apprentissage Sectoriel, repose sur une approche participative des Ministères et autres acteurs impliqués, en vue de disposer des informations pertinentes sur le plan qualitatif et quantitatif pour la fiabilité de la base de données du secteur. Un appui multiforme des partenaires techniques et financiers est nécessaire pour atteindre les objectifs recherchés.

# I. APERCU GENERAL SUR LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

## I.1. Contexte physique



Carte n° 1: Localisation de la RCA Source : SIGCAF, Direction Générale de l'Hydraulique

La RCA est un pays enclavé qui couvre une superficie de 623.000 km<sup>2</sup>. Elle est située au cœur du continent Africain entre 2°30' et 11°01' latitude Nord et 14° 25' à 27° 27' longitude Est. Elle est limitée au Sud par la République Démocratique du Congo et la République du Congo ; à l'Est par le Soudan et le Soudan du Sud ; au Nord par le Tchad ; et à l'Ouest par le Cameroun.

Le relief centrafricain est marqué par deux massifs montagneux : celui du Yadé au Nord-Ouest où culmine le Mont-Ngaoui à 1410 m et le massif du Dar-Challa au Nord-Est pointant à 1330 m au Mont-Toussoro. Ces hauteurs se sont progressivement abaissées d'Est en Ouest jusqu'à 550 m au centre (Dékoa) selon une ligne crête qui sépare le bassin du Lac Tchad au nord de celui du fleuve Congo au sud.

Le climat est tropical humide, comprenant cinq (5) variantes du sud au nord : guinéen-forestier, soudano-oubanguien, soudano-guinéen, soudano-sahélien et sahélien. Selon ce gradient Nord-Sud, la pluviométrie moyenne varie de 1 542 mm (guinéen-forestier) à 775 mm (sahélien) sur la période de 1950-1993.

Cette variété de climats engendre une diversité de végétations et de sols selon les milieux écologiques.

Les végétations caractéristiques du pays sont formées, du sud au nord, de la forêt dense humide, de la forêt tropophile ou forêt dense semi-décidue, des savanes et de la steppe.

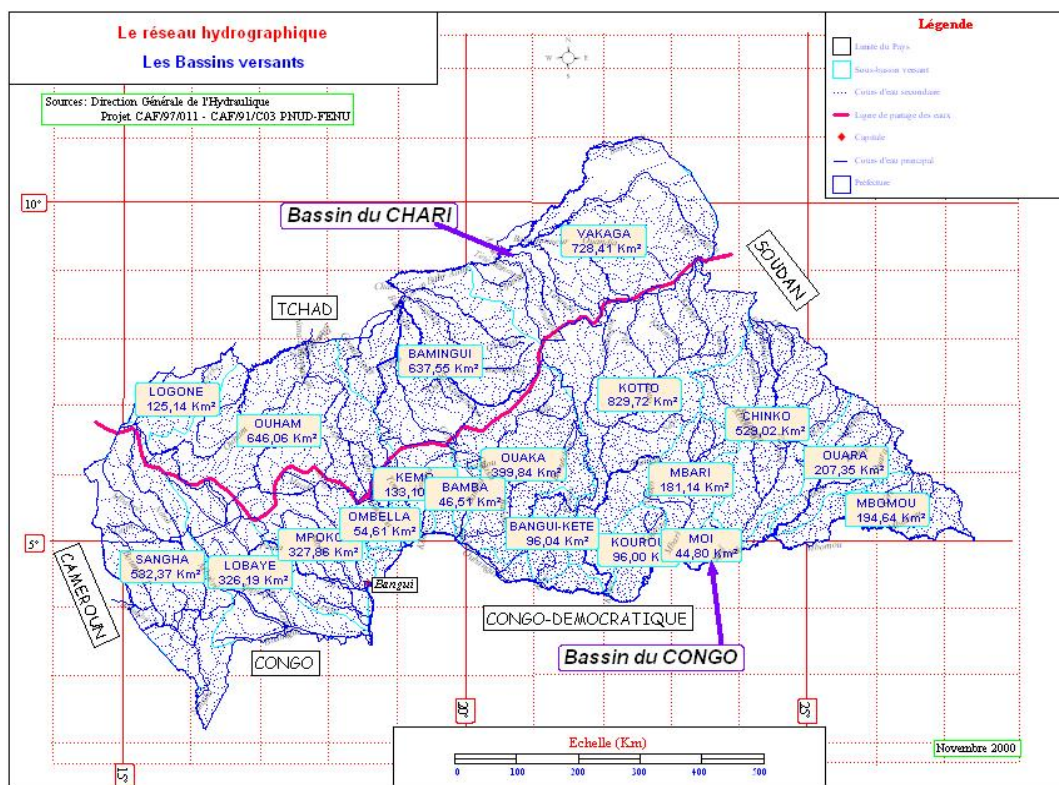
Quant aux sols, les ferrallitiques prédominent. On a aussi des sols ferrugineux tropicaux, des sols jeunes nés des effets d'érosion, des sols hydromorphes et des sols alluviaux.

Le réseau hydrographique du pays est très dense, se répartissant entre deux grands bassins versants : le bassin du Lac Tchad au nord et le bassin du fleuve Congo au sud.

**Le bassin versant du lac Tchad** couvre la partie septentrionale du pays sur une superficie de 215.278 km<sup>2</sup>. Il est subdivisé en deux principaux sous-bassins que sont notamment le bassin du Logone oriental à l'Ouest et le bassin du Chari au centre et à l'Est.

**Le bassin versant du fleuve Congo** qui s'étend sur 404.004 km<sup>2</sup> est le plus important car il couvre les deux tiers de la partie sud du pays.

Sur le plan hydrologique, la densité du réseau hydrographique est liée à la topographie des terrains et à la pluviosité. Ceci engendre l'abondance et la pérennité des cours d'eau avec un fort débit en fin de saison pluvieuse (septembre) et un faible débit en fin de saison sèche (mars).



Carte n°2 Réseau hydrographique de la RCA. source SIGCAF DGH

En ce qui concerne l'hydrogéologie, la répartition et la classification des grands ensembles hydrogéologiques de la RCA ont été publiées par Monsieur PLESSINGUER dans son ouvrage intitulé « Les eaux souterraines de la RCA en 1990 ». Ce document distingue quatre unités hydrogéologiques à savoir :

- **Formations non carbonatées précambriennes** : Cette unité est étendue sur 75 % (467.000 km<sup>2</sup>) de la surface de la RCA.
- **Formations carbonatées précambriennes** : Cette formation géologique qui occupe 4% (25.000 km<sup>2</sup>) du territoire.
- **Formations gréseuses mésozoïques** : Les grès de Carnot et de Mouka-Ouadda représentent 11% (70.250 km<sup>2</sup>) du territoire.
- **Formations sableuses et argileuses tertiaires et quaternaires** : les sédiments tertiaires et quaternaires couvrant 10% du territoire vers le nord-est, soit 60.000 km<sup>2</sup>.

Le potentiel en ressources en eau de la République Centrafricaine (RCA) est constitué des :

- Eaux météorites (précipitations) : 1500 mm/an et très utilisés;
- Eaux de surface : 47 milliards de m<sup>3</sup>/an ; et
- Eaux souterraines : 35 milliards de m<sup>3</sup>/an.

Cette énorme potentialité est très peu mise en valeur pour le développement économique de la RCA. Les eaux souterraines prélevées (forages d'eau) représentent 0,01 % des réserves disponibles. Quant aux eaux de surface (navigation et hydroélectricité) l'usage représente moins de 2 % des réserves disponibles.

## 1.2 Contexte administrative

Sur le plan administratif, la RCA est divisée en 7 Régions, 16 Préfectures, 66 Sous-préfectures, et 177 Communes (y compris les 8 Arrondissements de Bangui), 8294 quartiers et villages.

## 1.3 Contexte Démographie

La population Centrafricaine est estimée à 4 791 000 habitants en 2015, selon les données du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2003 (RGPH03). La densité de la population est d'environ 7 habitants au kilomètre carré avec un taux d'accroissement naturel annuel moyen de 2 %.

Bangui est la capitale de la RCA et compte environ ¼ de la population du pays avec le déplacement interne de la population. Cette capitale constitue à elle seule une région.

## I.4 Contexte socio-économique

La RCA, pays poste conflit, est classé parmi les plus pauvres du monde. Son Indice de Développement Humain (IDH) montre qu'il se positionne au 185e rang sur 187 pays, selon le Rapport PNUD-IDH 2014. Son économie, avec un PIB de 20186 \$US en 2011, est essentiellement dépendante du secteur primaire (agriculture, chasse, pêche, forêt) qui contribue, à lui seul, plus de la moitié du PIB (50,2%) et du secteur tertiaire (commerce, transports, télécommunications et services), lequel représente environ 31,7% du PIB en 2009 (source DSRP II). Le PIB/habitant est 420 \$US en 2012. La faible performance économique a un impact sur l'allocation dans le budget national, en dépenses d'équipements et d'investissements susceptibles de développer le secteur de l'eau et de l'assainissement qui peut contribuer efficacement à la lutte contre la pauvreté qui touche plus de 60% de la population.

Avec le retour à l'ordre constitutionnel, par l'organisation des élections groupées (présidentielle et législative) de décembre 2015, on constate une reprise des activités économiques du pays.

## II. ETAT DU SECTEUR DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Sur le plan réglementaire, le document fixant les normes et directives en construction, gestion et maintenance des ouvrages d'eau potable et d'assainissement en milieu rural et semi-urbain est adopté par le Gouvernement en avril 2015.

### II.1 Sous-secteur eau potable

Pour ce qui est du sous-secteur eau, la situation n'est guère satisfaisante car l'accès à l'eau potable reste faible. En 2012, le taux national de couverture en eau potable est estimé à 30,5%.

**Situation en milieu urbain :** La gestion du service public des eaux en milieu urbain a connu plusieurs réformes qui ont traduit la volonté politique d'améliorer les conditions d'accès à l'eau potable des populations. Ainsi le service public des eaux est passé successivement de Service Nationale des Eaux (SNE) à la Société Nationale des Eaux, puis à la Société de Distribution d'Eau en Centrafrique (SODECA) en 1991.

Les réseaux SODECA existants ne couvrent que 8 villes de plus de 5000 habitants sur 76 et 86 % des branchements se trouvent à Bangui. De même, l'eau fournie par ces réseaux n'est pas soumise au contrôle de qualité, à l'exception de Bangui où l'Institut Pasteur et l'Université de Bangui procèdent à un contrôle mensuel bactériologique et physico-chimique.

**Situation en milieu rural :** Les différents programmes d'hydraulique villageoise en milieu rural exécutés entre 1990 et 2015 ont permis, la réalisation de 3.620 forages équipés de pompe à motricité humaine. Une évaluation en 2015 a permis de constater que 30% sont en panne ou



présentent des dysfonctionnements. Ces points d'eau n'ont pas couvert les besoins de 177 communes de la RCA.

## II.2 Sous-secteur assainissement et hygiène

Quant à l'assainissement en milieu urbain et rural, la situation est très préoccupante avec plus de trois personnes sur quatre qui ne disposent d'aucune installation sanitaire adéquate avec des disparités selon le milieu de résidence et selon les préfectures. Le taux de couverture en assainissement de base est estimé à moins de 30% en 2015.

Pour les pratiques d'hygiène, la situation n'est guère meilleure avec le taux de personnes se lavant les mains dans les moments clés aux environs de 30% (MICS 4) sur l'ensemble du territoire. Les principales contraintes auxquelles est confronté le secteur d'assainissement et d'hygiène sont d'ordre organisationnel et structurel, et ne favorisent pas une gestion performante du secteur. L'absence de mesures incitatives de la part de l'Etat pour la professionnalisation du privé dans ledit domaine, ne favorise pas le développement de partenariat public-privé pour développer les actions en faveur de l'assainissement et de l'hygiène

C'est seulement en octobre 2015 que le Gouvernement a adopté le document de politique d'assainissement et d'hygiène. Actuellement, le plan d'action pour la mise en œuvre de cette politique n'est pas encore élaboré.

## III. HISTORIQUE DE GCAS

Le développement du secteur de l'eau, de par son caractère multisectoriel, a entraîné la création d'un outil de planification et de décision. C'est ainsi que la DGH a entrepris la production d'importante quantité de données, d'informations et de documents de ce secteur.

Pour ce fait, les actions suivantes ont été menées à savoir :

- dès 1987, un système de gestion de base de données, intitulé « Système d'information des ressources en eau en Centrafrique »(SIRECAF), a été développé ;
- en 1993 un autre système de gestion d'informations géo référencées intitulé « Système d'Information Général en Centrafrique » (SIGCAF) et plus tard devenu un « système d'Information Documentaire » (SID) avec l'appui financier du Fonds d'Equipement des Nations Unies (FENU).

Tous ces systèmes d'information étaient à un stade de mise en œuvre avancé quand les événements politico-militaires qu'a connu le pays en 1996, ont entraîné le vandalisme sur les outils contenant les bases données du secteur de l'eau :

- en 1997 il y a reprise effective des activités de cette cellule en charge des bases de données avec l'aide toujours de FENU.
- en 1999 dans le cadre d'un projet intitulé «Mise en valeur du secteur de l'eau en RCA» avec l'appui financier FENU/PNUD, le SIRECAF devient SISE ;
- en 2012, un recyclage du personnel en charge de gestion de base de données effectué par un consultant avec l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD).

Le but de départ était de créer une base unique de données nationales comme véritable outil de décision et de planification. Après le retrait de FENU, le SISE va être réduit en un simple répertoire de forage. Ce qui a donné naissance à la prolifération des bases de données en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans différents ministères et dans les organisations non gouvernementales.

C'est ainsi que dans le cadre du projet Assainissement et accélération de l'accès à l'Eau pour tous en Centrafrique (AERCA) appelé communément projet DGIS, une évaluation faite par le Partenaire au développement, chef de file du secteur de l'Eau et Assainissement à révéler un constat amer. Il y a entre autres :

- les données collectés sont disparates ;
- La nomenclature, le jargon et les indicateurs varient selon les services et les institutions ;
- Les taux de couvertures en eau potable et assainissement de base et hygiène varie d'un selon les services ;
- Les bases de données sont faiblement utilisées comme outils de décision et de planification.

Aujourd'hui le secteur de l'eau et l'assainissement est piloté à vue et ce qui ne contribue pas au développement du secteur.

#### **IV. METHODOLOGIE TRAVAIL**

Pour l'élaboration du présent Plan d'action, deux structures ont été mises en place afin de favoriser la participation et l'adhésion des acteurs clés notamment :

- les Ministères impliqués ;
- les partenaires technique et financier ;
- le privé ; et
- la société civile.

##### **IV.1 Un Comité de rédaction (CR)**

Cette équipe composée de cinq (05) personnes a procédé à l'élaboration du document du projet sur la base de l'état des lieux de gestion des connaissances et apprentissage sectoriel des différentes institutions intervenant dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement. Puis, le document élaboré est soumis à la validation du Comité de Pilotage.

## IV.2 Un Comité de Pilotage

Un Comité de Pilotage (CP) regroupant les institutions et les ministères impliqués, pour la validation de ce projet est mis en place et constitué de :

- Ministère en charge de l'Hydraulique (DGH, ANEA et SODECA) ;
- Ministère en charge du Plan ;
- Ministère en charge de la Météorologie ;
- Ministère en charge de la Santé ;
- Ministère en charge des Finances ;
- Ministère en charge de l'Education ;
- Ministère en charge des Affaires Sociales ;
- Mairie de Bangui (collectivité) ;
- Société civile (Collectif des ONG nationales).

Il a pour mission de :

- faire des propositions pour enrichir le document du projet ;
- valider les différentes étapes de mise en œuvre du projet proposé par le Comité de Rédaction ;
- proposer le mécanisme de transfert des informations ou des données collectées par d'autres services ou entités vers le SISEA ;
- définir un mécanisme de pérennisation des acquis et du fonctionnement du SISEA ;
- veiller au suivi-évaluation de la mise en œuvre du projet.

## V. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET

La RCA, par rapport aux autres pays de la sous-région n'est pas beaucoup avancée en matière de GCAS. La seule plateforme d'échanges, de partage et d'apprentissage est le cluster Eau, hygiène et Assainissement. Mais, cette plateforme est essentiellement consacrée à l'humanitaire et les données concernant le développement ne sont pas toutes prises en compte. Les principales lacunes en matière de GCAS et d'échanges d'informations sont les suivantes :

- faiblesse notoire d'expériences en matière de GCAS dans le pays ;
- non documentation/archivage des données produites et des leçons apprises au niveau des organisations;
- inexistence de plateformes d'apprentissage ; et
- faible temps alloué par les professionnels du secteur à la GCAS.

Jusqu'ici, la DGH n'a pas encore développé un projet de création de base de données en assainissement pour la gestion de ce sous-secteur.

Le partenariat UNICEF-IRC (2015-2017) vise à soutenir 11 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC) dont la RCA, dans des projets de GCAS, afin d'assurer que les enseignements soient diffusés et mis à profit dans la fourniture de services AEPHA durables et équitables. C'est

dans ce cadre qu'une évaluation pays a été faite puis le présent Plan d'action pour répondre au besoin du secteur en matière de GCAS.

Le secteur de l'eau et assainissement, considéré comme secteur social, a une valeur économique si l'on dispose d'un véritable outil de planification et de gestion. C'est à cette fin que le Ministère des Mines, de L'Energie et de l'Hydraulique avec l'appui de l'Unicef envisage réhabilité le Système d'Information de Secteur de l'Eau qui sera désormais appelé Système d'Information de Secteur de l'Eau et de l'Assainissement.

A l'issu de ce constat, le Gouvernement s'engage à réhabiliter le SISE pour devenir SISEA afin de collecter, de générer, de mettre à profit et de partager les connaissances organisationnelles en matière d'eau et d'assainissement. Dans le but d'améliorer la qualité, l'équité et la durabilité des services d'alimentation en eau potable, d'hygiène et d'assainissement (AEPHA).

Pour garantir l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous, il faut que le Gouvernement et les acteurs du secteur fondent leurs décisions et leurs actions sur les meilleures informations disponibles. Ceci permettra de mieux planifier afin d'optimiser les résultats escomptés.

Pour répondre au souci d'avoir une base unique de données en RCA pour le secteur, il va falloir mettre en place une plateforme arrêté ministériel, constituée des acteurs clés pour partager, enrichir et mettre en valeur les données du secteur sur l'ensemble du territoire.

Cette plateforme a pour mission de :

- Valider l'ensemble du processus de la réhabilitation de SISE ;
- Donner des orientations pour optimiser les résultats attendus ;
- Enrayer la multiplicité des données du secteur,
- Veiller au partage, à l'apprentissage et développement des connaissances ;
- Veiller à la pérennisation du cadre de GCAS.

## **VI. PORTEE DU PLAN D'ACTION**

La portée du plan d'action de la GCAS abordera les volets accès à l'eau potable, à l'assainissement de base et à l'hygiène tant en milieu urbain que rural.

### **VI.1 Portée du plan en matière d'acteurs**

La portée du plan en matière d'acteurs concerne tous ceux qui génèrent et collectent les informations sur le secteur.

Sur ce point, le Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Hydraulique (MMEH) est l'institution du Gouvernement, à qui incombe la responsabilité principale de mettre en œuvre la politique de GCAS en matière d'AEPHA.

Les autres acteurs pour l'État sont les Ministères en charge de la Santé, du Plan, de l'Environnement, de l'Éducation, les collectivités territoriales, les partenaires au développement, des organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales, et le secteur privé qui interviennent à des degrés divers dans la gestion des activités relatives audit secteur.

Les étudiants et les enseignants chercheurs sont intéressés par GCAS dans le cadre de la recherche pour les publications, la rédaction des mémoires et des thèses de doctorat.

La GCAS est aussi utile pour le secteur privé en matière de prévision.

## **VI.2 Durée d'exécution du plan**

Le présent plan d'action vise un horizon de cinq (5) ans subdivisé en deux phases. La première phase couvrira une période de deux (2) ans.

## **VII. OBJECTIF DU PROJET ET RESULTATS ATTENDUS**

### **VII.1 objectif global (Changement ultime visé)**

L'objectif globale vise à mettre place un cadre de concertation, d'échange d'informations et d'apprentissage favorisant le développement du SISEA de façon efficace et efficiente en RCA.

### **VII.2 Objectif spécifique (Changements intermédiaires / conditions préalables)**

De manière spécifique, ce projet vise à :

- Créer une plateforme de GCAS ;
- Développer un système d'information du secteur ; et
- Développer un mécanisme de pérennisation du système et des acquis.

### **VII.3 Résultats attendus**

R1- Une plateforme de gestion d'apprentissage est mise en place et est opérationnelle ;

R2- Un système d'information du secteur est développé et opérationnel ;

R3- Le renforcement des capacités des acteurs en matière de GCAS est effectif ;

R4- La promotion multi-partenariale au niveau nationale et internationale est effective.

## VII.4 Activités

Les activités pour le développement de la GCAS en RCA sont présentées de la manière suivante:

**Résultat 1 :** Une plateforme de gestion d'apprentissage est mise en place et est opérationnelle.

**Activités 1 :**

- 1) Mettre en place une plateforme d'apprentissage matérialisée par un arrêté ministériel ;
- 2) Définir un cadre d'échange ou d'intervention avec l'université de Bangui.

**Résultat 2 :** Un système d'information du secteur est développé et opérationnel.

**Activités 2 :**

- 1) Mettre en place une base données ;
- 2) Créer un site web ;
- 3) Mettre en place d'outils d'apprentissage sectoriel et faire le lien avec ceux existants ;
- 4) Appuyer à l'opérationnalisation du SISEA ;
- 5) Appuyer les autres bases de données (RCAInfo, SNIS, éducation) pour la collecte, traitement et publication ;
- 6) Acquérir des équipements appropriés (Véhicules et motos ; ordinateurs et accessoires ; smartphones ou équivalent ; GPS.; Antivirus ; matériels et produits d'entretien ; Disques durs externes et flash ; back up de 3 Téra Octet ; Groupe électrogène de 3 à 5 KVA ; panneaux solaires avec accessoires) ;

**Résultat 3 :** Le renforcement des capacités des acteurs est effectif

**Activités 3 :**

- 1) Former des points focaux en charge d'appuyer les structures à mettre en place la GCAS au niveau des organisations. L'appui de l'équipe U-report de l'Unicef sera capital tant au niveau central que décentralisé ;
- 2) Former les membres de la plateforme sur l'importance de GCAS et surtout sur les terminologies à utiliser ;
- 3) Acquérir des équipements appropriés (Véhicules et motos ; ordinateurs et accessoires ; smartphones ou équivalent ; GPS.; Antivirus ; matériels et produits d'entretien ; Disques durs externes et flash ; back up de 3 Téra Octet ; Groupe électrogène de 3 à 5 KVA ; panneaux solaires avec accessoires) ;
- 4) Appuyer la pérennisation des acquis et du système ;
- 5) Echanger des expériences au niveau sous régionale et régionale.

**Résultat 4 :** La promotion multi-partenariale au niveau nationale et internationale est effective.

**Activités 4 :**

- 1) Faire l'interconnexion des bases de données nationales en charge d'EHA ;
- 2) mettre en ligne la base de données ;
- 3) Etre en réseau avec les autres systèmes national et international.

Pour y parvenir, il est nécessaire que les conditions soient favorables, pour une meilleure gestion du secteur à travers des outils performants de planification et de décision. Afin de satisfaire d'une manière durable des services de fourniture en eau potable et des installations d'assainissement et d'hygiène à long terme. Pour obtenir chaque résultat il est nécessaire de :

Ces changements seront obtenus dans les départements ministériels impliqués si les conditions suivantes sont garanties :

- Disposer d'un service des statistiques abritant la base de données ;
- Affecter/recruter dans ledit service, le personnel ayant le profil d'informaticien concepteur et de statisticien ;

Dans les relations entre les institutions impliquées :

- Définir les indicateurs et les vocables standards en matière d'EHA pour une efficacité dans l'alimentation des bases de données ;
- Définir les fréquences de mise en commun des données collectées par différents acteurs impliqués pour l'uniformité et la complémentarité.
- Valoriser SISEA comme outil de recherche par l'Université de Bangui ;
- Sensibiliser les décideurs et le public sur SISEA comme outil de décision et de planification et également pour orienter les décideurs et les investisseurs.

## VII.5 Indicateurs pour chaque résultat

**Résultat 1** : Une plateforme de gestion d'apprentissage est mise en place et est opérationnelle.

**Indicateur 1.1** : Nombre de plateforme est mise en place et opérationnelle.

**Indicateur 1.2** : Nombre réunion annuelle tenue.

**Résultat 2** : Un Système d'information du secteur est développé et opérationnel.

**Indicateur 2.1** : Nombre de base de données créées et fonctionnelles

**Indicateur 2.2** : Nombre de site web est fonctionnel

**Résultat 3** : Le Renforcement des capacités des acteurs est effectif

**Indicateur 3.1** : Nombre des points focaux formés en GCAS

**Indicateur 3.2** : Nombre de formation dispensée

**Résultat 4** : La promotion multi-partenariale au niveau nationale et internationale est effective.

**Indicateur 4.1** : Nombre des bases de données inter-institutions mise en commun

**Indicateur 4.2** : Nombre de bases de données sectorielles (eau, assainissement et hygiène) mises en réseau.

## VII.6 Facteurs d'influence

Les facteurs positifs et les goulots d'étranglements qui peuvent influencer les résultats escomptés sont entre autres :

### **VII-6.1 Les facteurs d'influences positifs**

- *Création à la DGH d'un service de statistique, de l'information et de la documentation dirigé par un statisticien ou un informaticien du secteur de l'eau et l'assainissement.*

La conception, c'est-à-dire l'élaboration de document de base tel que le manuel (de collecte/traitement, d'analyse et de publication), masque de saisi de données, requête d'analyse, plan de tabulation et autres nécessite le profil d'informaticien ou de statisticien.

- *Acquisition et mise à jour des équipements et de nouvelles versions de logiciel compatibles avec les autres bases de données ;*

Pour rendre fluide, l'exploitation des données entre les ministères impliqués, les versions des logiciels doivent être compatibles à chaque fois.

- *Mise à disposition du service des cadres avec des profils souhaités pour une meilleure gestion de base de données.*

La gestion de base de données nécessite, hors mis les concepteurs, la mise à disposition du personnel d'appui : les opérateurs/opératrices de saisie, les techniciens de maintenance ou un fournisseur de service de maintenance informatique, un documentaliste et un chauffeur de liaison.

### **VII-6-2 Les goulots d'étranglement et les mesures d'atténuation**

Les goulots d'étranglement qui peuvent influencer négativement le projet et leurs mesures d'atténuations sont contenus dans le tableau ci-après :

<b>Goulots d'étranglement</b>	<b>Mesures d'atténuation</b>
Contexte sociopolitique non stable avec des remous, de conflits pouvant causer des ruptures dans la collecte de données ou pouvant entraîner les pertes d'équipements par vandalisme	Retour à l'ordre constitutionnel par les élections de décembre 2015 et le déploiement des services déconcentrés de l'Etat
Mutation abusive des responsables de base de données, ceci ne permet pas la capitalisation des compétences	Promouvoir la stabilité des responsables de base de données à leurs postes pour au moins 5 ans pour assurer l'encadrement de leurs successeurs.
Faible ressource pour assurer le fonctionnement du système	Fonds de promotion GCAS à inscrire dans le budget national de l'Etat ; autofinancement.
Faiblesses en ressources humaines compétentes	Recrutement des cadres compétents
Faiblesse de concertation et de coordination au niveau central	Création de la plateforme
Faible appropriation par des décideurs pour le développement du système d'information	Sensibilisation à haut niveau
Faible implication de l'Université de Bangui	Définition et mise en place d'un cadre d'échange avec



Goulots d'étranglement	Mesures d'atténuation
pour l'usage de système d'information	l'université de Bangui
Faible couverture nationale en réseau de téléphonie mobile	-assurer le déplacement des agents collecteurs vers une zone couverte en téléphonie mobile pour le transfert ; -nouer un partenariat avec les sociétés de téléphonie mobile pour faciliter les transferts des données

## VIII. STRATEGIES

Pour atteindre le but ultime fixé, la stratégie se situe à trois niveaux :

### VIII-1 Au niveau du cadre d'apprentissage

*Il est important de créer un cadre institutionnel de GCAS avec le MMEH comme leadership.*

Pour y parvenir à un cadre de concertation et d'échanges performant, il faut passer par la sensibilisation à haut niveau (parlement, gouvernants et élus locaux), des décideurs (hauts responsables), des universitaires, de la société civile et des membres de la plateforme pour démontrer l'importance du processus GCAS. Une fois sensibilisée toutes les parties prenantes, elles participeront pleinement à la mise en place du système, aux échanges et à la complétude des données.

### VIII-2 Au niveau des outils d'apprentissage sectoriel

*Pour l'amélioration de l'apprentissage organisationnel des institutions impliquées dans la gestion du secteur.*

Pour y parvenir, il faut passer par la formation et la création d'espace d'apprentissage et du personnel dédié à ce travail.

### VIII-3 Au niveau du développement des capacités

*Une mise en place d'un cadre de concertation et d'échanges performant et faire la promotion de GCAS à l'échelle nationale et internationale.*

La capitalisation des expériences de GCAS nécessite la mise en d'une plateforme permanente d'une part. D'autre part, vu la faible connaissance de ce secteur, il faut sensibiliser les acteurs sur son importance.

## IX. COUT DU PROJET

Le coût total du projet est un milliard trois cent quatre-vingt-douze million **1 392 000 000** FCFA.

- **Phase 1** durée 2 ans : un milliard onze million neuf cent quatre-vingt-treize mille (**1 011 993 000**) FCFA.
- **Phase 2** durée 3 ans : Trois cent quatre-vingt millions sept mille (**380 007 000**) FCFA.

## X. CONCLUSION

La RCA dispose d'énormes potentialités en matière de l'eau qui pourrait favoriser le développement dudit. Mais, l'absence ou les disparités des données dans ce secteur ne permet pas de mener une bonne planification dans ce domaine. Pour ce faire, et enfin de répondre au souci d'avoir une base unique de données en RCA pour le secteur eau et assainissement, que ce plan d'action est élaboré.

## XI. MATRICE DU CADRE LOGIQUE DU PROJET GCAS

HIERARCHIE DES OBJECTIFS	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE PERFORMANCE	IOV	MOY DE VERIFICATION	HYPOTHESES / RISQUES
<u>Objectifs spécif</u>	<u>Impact (résultats à long terme)</u>	<u>Indicateurs d'impact</u>	<u>Progrès à long terme</u>		<u>Hypothèse :</u>
Créer un cadre institutionnel de GCAS	La plateforme GCAS est mis en place et opérationnelle	- Nb d'arrêté signé - Nb de réunions tenues	- l'application de l'arrêté - rapports	- Arrêté signé et publié - -Rapports et CR	
Faire l'interconnexion des bases de données nationales et internationales	- Les BD nationales en charge de EHA sont interconnectées et fonctionnelles - Les BD nationales sont mises en en ligne - Les BD nationales sont en réseau avec les BD internationales	- Nbre de BD interconnectées - Nbre de BD mise en ligne - Nbre de BD en réseau sur le plan national et international	- les BD nationales sont domiciliées dans un hébergeur et accessible - Nbre d'utilisateurs nationaux et internationaux	-L'accessibilité des BD à long terme	Frais d'hébergement non assurés à long terme
Acquérir le matériel et équipement	Les matériels et les outils informatiques sont acquis et disponibles	- Nbre de matériel, équipements et outils acquis et disponible ;	- Nb matériel, outils et équipements acquis et utilisés	- Bordereau de livraison - PV de réception	
Mettre en place un mécanisme d'entretien et de maintenance	-un fournisseur de service d'entretien et de maintenance est identifié et le contrat de prestation de service est signé	- Nbre de contrat	-nb de travaux exécutés	-rapports et fiches d'entretiens	
Renforcer les capacités pour une meilleure gestion du système	La capacité des techniciens en charge de la gestion des bases de données sont renforcées en formation	Nbre de personnes formées et disponibles	évaluation des compétences poste formation	Rapports de formation	
Partager les expériences et consolider les acquis	- Les échanges d'expériences avec certains pays sont effectifs - Les acquis sont capitalisés et consolidés	- Nbre de voyage d'étude - Nbre de séminaire de partage sous-régional ou régional	Optimisation des résultats par adaptation d'un modèle réussi d'un pays.	Rapport	
Mettre en place un mécanisme de vulgarisation	- La sensibilisation au niveau institutionnel et du public est effective - L'information, la publication et la communication (IPC) est assurée	- Nbre de campagne de sensibilisation. - Nbre de table ronde	- atelier - dépliant/brochures	Rapport d'atelier Tranche d'antenne	Faible volonté politique
Définir un cadre d'échange ou d'intervention avec l'université de Bangui	-Un cadre formel d'échange avec l'université de Bangui est défini et mise en œuvre -un module sur la base de données est conçu et dispensé à l'université de Bangui	- Nbre de décision rectorale définissant le cadre d'échange - Nbre de modules validés et enseignés	Cadre d'échange opérationnel  Module effectivement dispensé	Texte définissant le cadre d'échange Rapport	
Mettre en place un mécanisme de suivi et évaluation	Le mécanisme de SE est défini et mis en œuvre L'équipe de SE de mise en œuvre est mise en place et opérationnelle	Mécanisme validé et opérationnel	- Le suivi administratif est effectif - Le suivi admin et technique est effectif - Le suivi admin et financier est effectif	Rapport	Frais SE non assurés à long terme

## XII. ANNEXES

### Annexe 1 : Cout de mise en œuvre(Budget pour 2 ans et 5 ans)

Budget de l'Action pour 2 ans		Budget global de 2 ans				Observations	Budget de l'année 1				Budget de l'année 2				Activité Financée	Partenaire
Rubrique	Unité	Nbre	Coût unit (en FCFA)	Coût total (en FCFA)	Unité		Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)	Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)			
<b>1. Ressources humaines et renforcement de capacités</b>																
<b>1.1. Ressources humaines - Unité de Gestion du Projet (Indemnités du Personnel Local)</b>																
1.1.1.	Responsable du Centre de la Documentation et de l'Information (CDI)	Mois	24	150 000	3 600 000	Coordonnateur du Projet	Mois	12	150 000	1 800 000	Mois	12	150 000	1 800 000		
1.1.2.	Ingénieur en Statistique	Mois	24	130 000	3 120 000	Coordonnateur Adjoint du Projet	Mois	12	130 000	1 560 000	Mois	12	130 000	1 560 000		
1.1.3.	Informaticien analyste programmeur	Mois	24	130 000	3 120 000	Assistant au CAP	Mois	12	130 000	1 560 000	Mois	12	130 000	1 560 000		
1.1.4.	Technicien Supérieur en Statistique	Mois	24	110 000	2 640 000		Mois	12	110 000	1 320 000	Mois	12	110 000	1 320 000		
1.1.5.	Technicien Supérieur en Développement Web	Mois	24	110 000	2 640 000	Concepteur du portail Web	Mois	12	110 000	1 320 000	Mois	12	110 000	1 320 000		
1.1.6.	Techniciens de collectes des données (60 000 F X 169 TCD)	Mois	24	10 140 000	243 360 000	Recrutés par commune (169)	Mois	12	10 140 000	121 680 000	Mois	12	10 140 000	121 680 000		
1.1.7.	Documentaliste du CDI	Mois	24	80 000	1 920 000	Gestionnaire de la documentation	Mois	12	80 000	960 000	Mois	12	80 000	960 000		
1.1.8.	Technicien Supérieur en Maintenance Informatique	Mois	24	40 000	960 000	Temps partiel	Mois	12	40 000	480 000	Mois	12	40 000	480 000		
1.1.9.	Gestionnaire - Comptable	Mois	24	80 000	1 920 000		Mois	12	80 000	960 000	Mois	12	80 000	960 000		
1.1.10.	Opérateur/Opératrice de saisie	Mois	24	60 000	1 440 000		Mois	12	60 000	720 000	Mois	12	60 000	720 000		
1.1.11.	Gardien de nuit	Mois	24	45 000	1 080 000		Mois	12	45 000	540 000	Mois	12	45 000	540 000		
1.1.12.	Planton	Mois	24	45 000	1 080 000		Mois	12	45 000	540 000	Mois	12	45 000	540 000		

Budget de l'Action pour 2 ans		Budget global de 2 ans				Observations	Budget de l'année 1				Budget de l'année 2				Activité Financée	Partenaire
Rubrique		Unité	Nbre	Coût unit (en FCFA)	Coût total (en FCFA)		Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)	Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)		
1.2.	Renforcement de capacité du personnel affecté à SISEA															
1.2.1.	Formation local en GdCAS (169 TCD + 6 DR + 10 PL pd 3 jours) par Direction Régionale (6)	U	1	10 660 000	10 660 000	perdiem + restauration + transport + location salle + kits de formation	U	1	10 660 000	10 660 000					10 660 000	UNICEF
1.2.2.	Formation sur (1) la gestion de la base de données (6 jours), (2) l'utilisation de ArcGis 10,3 (6 jours), (3) le portail Web (6 jours)	U	1	2 862 000	2 862 000	25 personnes identifiées dans les sectoriels (perdiem + restauration + kits de formation)	U	1	2 862 000	2 862 000					2 862 000	UNICEF/UE
1.2.3.	Formation des points focaux des différents ministères impliqués, sur les indicateurs, les approches ou les techniques de collecte et de traitement de données	U	1	2 862 000	2 862 000	25 personnes identifiées dans les sectoriels (perdiem + restauration + kits de formation)	U	1	2 862 000	2 862 000					2 862 000	UNICEF/UE
1.2.4.	Formation en technique de rédaction du manuel (guide méthodologique ou manuel de procédure) et l'élaboration des atlas annuaires (8 pers pd 3 jours)	U	1	1 600 000	1 600 000	8 personnes de l'UGP (perdiem + restauration + kits de formation)	U	1	1 600 000	1 600 000					1 600 000	UNICEF/UE
1.2.5.	Formation des Directeurs Régionaux à la technique de collecte et d'archivage des données avec les kits (Smartphone, GPS, etc.) (21 pers pd 3 jours)	U	1	1 935 000	1 935 000	perdiem + restauration + transport + location salle + kits de formation	U	1	1 935 000	1 935 000					1 935 000	UNICEF

Budget de l'Action pour 2 ans		Budget global de 2 ans				Observations	Budget de l'année 1				Budget de l'année 2				Activité Financée	Partenaire
Rubrique		Unité	Nbre	Coût unit (en FCFA)	Coût total (en FCFA)		Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)	Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)		
1.2.6.	Formation en suivi-évaluation de projet (3 pers à l'étranger)	U	3	4 000 000	12 000 000	frais de formation + perdiem + billet d'avion aller retour	U	3	4 000 000	12 000 000					Projet monitoring/ bureau régional : formation sur place	UNICEF
1.2.7.	Voyages d'échanges avec d'autres pays expérimentés en GCAS (2 pers)	U	2	3 500 000	7 000 000	perdiem + billet d'avion aller retour + frais divers	U	2	3 500 000	7 000 000						
1.2.8.	Consultations extérieures pour les différentes formations (BD, ArcGIS, Web) et opérationnalisation du SISEA	U	2	4 000 000	8 000 000	Idem	U	1	4 000 000	4 000 000	Forfait	1	4 000 000	4 000 000	4 000 000	UNICEF/UE
<b>Sous-total 1: Ressources humaines et renforcement de capacités</b>					<b>313 799 000</b>				<b>176 359 000</b>				<b>137 440 000</b>	<b>23 919 000</b>		
<b>2. Equipements informatiques, logicielles et sources d'énergie</b>																
<b>2.1. Equipements informatiques</b>																
2.1.1.	Equipements informatiques (14 Laptops, 4 Desktops, 1 Onduleur 2KVA, Rackable 19", 6 Onduleurs 1KVA pour desktops Imprimantes (Laser Couleur A3+, 2 Bacs, multifonction A3, 8 Laser A4 NB), 1 photocopieur, 1 coupe-papier, 1 scanner A3, 1 reliure, 3 DD de sauvegarde 2 To, 2 DD externes 500 Go, 8 Clés USB de 16 Go)	An	1	19 000 000	19 000 000		An	1	19 000 000	19 000 000					10 000 000	UNICEF
2.1.2.	Equipements de NTIC (100 smartphones avec des batteries de réserve, 80 GPS )	An	1	4 000 000	4 000 000		An	1	4 000 000	4 000 000					4 000 000	UNICEF
2.1.3.	Appareils Photo numérique (8)	An	1	1 600 000	1 600 000		An	1	1 600 000	1 600 000						

Budget de l'Action pour 2 ans		Budget global de 2 ans				Observations	Budget de l'année 1				Budget de l'année 2				Activité Financée	Partenaire
Rubrique		Unité	Nbre	Coût unit (en FCFA)	Coût total (en FCFA)		Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)	Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)		
2.1.4.	Abonnement internet (1 Go de débit)	An	4	1 000 000	4 000 000		An	1	1 000 000	1 000 000	An	3	1 000 000	3 000 000	BAD (PSEPA) 1ere année Total rubrique de 2.1.4 à 2.3.1 <b>30 130 000</b>  2e année Total rubrique 2.1.4 à 2.3.3 <b>31 780 000</b>	BAD
2.1.5.	Connexion Wimax 512/512Ko	An	1	4 500 000	4 500 000		An	1	4 500 000	4 500 000						
2.1.6.	Hébergeur du site (SISEA)	An	4	600 000	2 400 000		An	1	600 000	600 000	An	3	600 000	1 800 000		
2.1.7.	Equipement réseau informatique (câble réseau, prise RJ45, prise murale)	An	1	1 200 000	1 200 000		An	1	1 200 000	1 200 000						
2.1.9.	Prestations d'installation réseau (Cablage 15 prises réseau), paramétrage Domaine AD	An	1	900 000	900 000		An	1	900 000	900 000						
2.1.10	Vidéoprojecteur marque picopix	U	1	500 000	500 000		U	1	500 000	500 000						
<b>2.2.</b>	<b>Logiciels</b>															
2.2.1.	Licence Kaspersky Anti-virus (18)	U	16	60 000	960 000		U	8	60 000	480 000	U	8	60 000	480 000	BAD (PSEPA)	BAD
2.2.2.	Pack office 2013	An	1	150 000	150 000		An	1	150 000	150 000						
2.2.3.	Outils de centralisation de la donnée (windows server 2008)	An	1	400 000	400 000		An	1	400 000	400 000						
2.2.4.	Outils d'exploitation ArcGis 10.3	U	1	2 000 000	2 000 000		U	1	2 000 000	2 000 000						
2.2.5.	Licence ArcEditor, flottante pour 30 utilisateurs	An	4	7 500 000	30 000 000		An	1	7 500 000	7 500 000	An	3	7 500 000	22 500 000		
2.2.6.	Licence ESRI ArcGis Server pour Windows server 2008 : 1 licence, avec maintenance annuelle 4 an	An	4	1 000 000	4 000 000		An	1	1 000 000	1 000 000	An	3	1 000 000	3 000 000		
2.2.7.	Outils de présentation de la donnée ( ArcGis Server Standard)	U	1	8 000 000	8 000 000		U	1	8 000 000	8 000 000						
2.2.8.	Logiciel d'archivage	U	1	400 000	400 000		U	1	400 000	400 000						

Budget de l'Action pour 2 ans		Budget global de 2 ans				Observations	Budget de l'année 1				Budget de l'année 2				Activité Financée	Partenaire
Rubrique		Unité	Nbre	Coût unit (en FCFA)	Coût total (en FCFA)		Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)	Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)		
2.3.	<b>Sources d'énergie</b>															
2.3.1.	Groupe électrogène 10 KVA	U	1	1 500 000	1 500 000		U	1	1 500 000	1 500 000					BAD (PSEPA)	BAD
2.3.2.	Panneaux solaires 100 Watts + convertisseurs + Batteries	U	100	1 500 000	150 000 000		U	100	1 500 000	150 000 000						
2.3.3.	Carburant et lubrifiant du groupe électrogène	An	2	1 000 000	2 000 000		An	1	1 000 000	1 000 000	An	1	1 000 000	1 000 000		
<i>Sous-total 2: Equipements informatiques, logicielles et sources d'énergie</i>					<i>237 510 000</i>				<i>205 730 000</i>				<i>31 780 000</i>			
3.	<b>Autres équipements et consommables</b>															
3.1.	<b>Autres équipements</b>															
3.1.1.	Véhicules de liaison pour Bangui et les 6 Directions Régionales	U	2	25 000 000	50 000 000		U	2	25 000 000	50 000 000						
3.1.2.	Moto-cross pour 6 Directions Régionales	U	6	1 500 000	9 000 000		U	6	1 500 000	9 000 000						
3.1.3.	Climatiseur split 2 chevaux	U	3	460 000	1 380 000		U	3	460 000	1 380 000						
3.1.4.	Armoires	U	2	95 000	190 000		U	2	95 000	190 000						
3.1.5.	Etagères en vitre	U	4	21 000	84 000		U	4	21 000	84 000						
3.1.6.	Bureaux	U	2	12 000	24 000		U	2	12 000	24 000						
3.1.7.	Extincteur	U	2	150 000	300 000		U	2	150 000	300 000						
3.1.8.	Outils de maintenance	Forfait	1	400 000	400 000		Forfait	1	400 000	400 000						
3.2.	<b>Consommables</b>															
3.2.1.	Fournitures de bureaux (papiers A4, A3, rouleau de papiers traceurs, petit matériels de bureau, etc.)	Forfait	2	2 300 000	4 600 000		Forfait	1	2 300 000	2 300 000	Forfait	1	2 300 000	2 300 000	2 300 000	UNICEF
3.2.2.	Entretien et de maintenance des véhicules	Forfait	2	2 500 000	5 000 000		Forfait	1	2 500 000	2 500 000	Forfait	1	2 500 000	2 500 000		
3.2.3.	Entretien et de maintenance des moto-cross	Forfait	2	1 800 000	3 600 000		Forfait	1	1 800 000	1 800 000	Forfait	1	1 800 000	1 800 000		



Budget de l'Action pour 2 ans		Budget global de 2 ans				Observations	Budget de l'année 1				Budget de l'année 2				Activité Financée	Partenaire
Rubrique		Unité	Nbre	Coût unit (en FCFA)	Coût total (en FCFA)		Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)	Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)		
3.2.4.	Carburant et lubrifiant des véhicules	Forfait	2	1 500 000	3 000 000		Forfait	1	1 500 000	1 500 000	Forfait	1	1 500 000	1 500 000		
3.2.5.	Carburant et lubrifiant des moto-cross	An	2	3 000 000	6 000 000		An	1	3 000 000	3 000 000	An	1	3 000 000	3 000 000		
3.2.6.	Consommables (lasertjet, deskjet, photocopieur, traceur)	An	2	3 000 000	6 000 000		An	1	3 000 000	3 000 000	An	1	3 000 000	3 000 000		
3.2.7.	Matériel d'entretien et de nettoyage du centre	An	2	300 000	600 000		An	1	300 000	300 000	An	1	300 000	300 000		
<b>Sous-total 3: Autres équipements et consommables</b>					<b>90 178 000</b>				<b>75 778 000</b>				<b>14 400 000</b>			
<b>4.</b>	<b>Autres services</b>															
4.1.	Réhabilitation du Centre de Documentation et d'Information	An	1	2 000 000	2 000 000		An	1	2 000 000	2 000 000						
4.2.	Suivis et supervisions des travaux de collectes et de payes	An	2	6 000 000	12 000 000		An	1	6 000 000	6 000 000	An	1	6 000 000	6 000 000		
4.3.	Réunions du comité consultatif	U	4	150 000	600 000	Chaque 6 mois	U	2	150 000	300 000	U	2	150 000	300 000		
4.4.	Réunions de la plateforme d'échange	U	8	1 200 000	9 600 000	Chaque 3 mois	U	4	1 200 000	4 800 000	U	4	1 200 000	4 800 000		
4.5.	Consultations locales	U	2	2 000 000	4 000 000		Forfait	1	2 000 000	2 000 000	Forfait	1	2 000 000	2 000 000		
4.6.	Abonnements à des revues spécialisées	An	2	750 000	1 500 000		An	1	750 000	750 000	An	1	750 000	750 000		
4.7.	Elaboration des atlas annuaires par commune	An	2	6 000 000	12 000 000		An	1	6 000 000	6 000 000	An	1	6 000 000	6 000 000		
4.8.	Ateliers de validation et de vulgarisation du SISEA	U	4	2 000 000	8 000 000		U	2	2 000 000	3 000 000	U	2	2 000 000	4 000 000		
4.9.	Atelier de sensibilisation des décideurs et le public sur la SISEA comme outil de décision et de planification	U	4	2 000 000	8 000 000						U	4	2 000 000	8 000 000		

Budget de l'Action pour 2 ans		Budget global de 2 ans				Observations	Budget de l'année 1				Budget de l'année 2				Activité Financée	Partenaire
Rubrique		Unité	Nbre	Coût unit (en FCFA)	Coût total (en FCFA)		Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)	Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)		
4.10.	Edition et dissémination des atlas annuaires, cartes, prospectus, bulletins, ect,	An	1	8 500 000	8 500 000					An	1	8 500 000	8 500 000			
<b>Sous-total 4: Autres services</b>					<b>66 200 000</b>				<b>24 850 000</b>				<b>40 350 000</b>			
5.	<b>Suivi du projet</b>															
5.1.	Suivi (interne et externe) et audit du projet (10% de 6)	An	2		70 768 700		An	1		48 271 700	An	1		22 397 000		
5.2.	Mécanisme de pérennisation du système et des acquis (30% de 7)	Forfait			233 536 710	Frais de fonctionnement post-projet										
6	<b>Total (1+2+3+4)</b>				<b>707 687 000</b>				<b>482 717 000</b>				<b>223 970 000</b>			
7	<b>Coûts total éligibles de l'Action (5 + 6)</b>				<b>778 455 700</b>				<b>530 988 700</b>				<b>246 367 000</b>			
8.	<b>Coûts total du projet</b>				<b>1 011 992 410</b>	<b>1 543 714 €</b>										

Budget de l'Action pour 5 ans		Budget global de 5 ans				Observations	Année 1				Année 2				Année 3				Année 4				Année 5			
Rubrique	Unité	Nbre	Coût unit (en FCFA)	Coût total (en FCFA)		Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)	Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)	Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)	Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)	Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)	
1.	Ressources humaines et renforcement de capacités																									
1.1.	Indemnités (montants bruts, personnel local)																									
1.1.1.	Responsable cellule base de données	Mois	60	150 000	9 000 000		Mois	12	150 000	1 800 000	Mois	12	150 000	1 800 000	Mois	12	150 000	1 800 000	Mois	12	150 000	1 800 000	Mois	12	150 000	1 800 000
1.1.2.	Ingenieur statisticien	Mois	60	130 000	7 800 000		Mois	12	130 000	1 560 000	Mois	12	130 000	1 560 000	Mois	12	130 000	1 560 000	Mois	12	130 000	1 560 000	Mois	12	130 000	1 560 000
1.1.3.	Technicien supérieur Statisticien	Mois	60	110 000	6 600 000		Mois	12	110 000	1 320 000	Mois	12	110 000	1 320 000	Mois	12	110 000	1 320 000	Mois	12	110 000	1 320 000	Mois	12	100 000	1 200 000
1.1.4.	Technicien Supérieur analyste programmeur	Mois	60	110 000	6 600 000		Mois	12	110 000	1 320 000	Mois	12	110 000	1 320 000	Mois	12	110 000	1 320 000	Mois	12	110 000	1 320 000	Mois	12	110 000	1 320 000
1.1.5.	Technicien supérieur webmaster	Mois	60	110 000	6 600 000		Mois	12	110 000	1 320 000	Mois	12	110 000	1 320 000	Mois	12	110 000	1 320 000	Mois	12	110 000	1 320 000	Mois	12	110 000	1 320 000
1.1.6.	Technicien de collectes des données (60 000 F X 169 pers)	Mois	60	10 140 000	608 400 000	Recrutés par commune (169)	Mois	12	10 140 000	121 680 000	Mois	12	10 140 000	121 680 000	Mois	12	10 140 000	121 680 000	Mois	12	10 140 000	121 680 000	Mois	12	10 140 000	121 680 000
1.1.7.	Documentaliste du CDI	Mois	60	80 000	4 800 000		Mois	12	80 000	960 000	Mois	12	80 000	960 000	Mois	12	80 000	960 000	Mois	12	80 000	960 000	Mois	12	80 000	960 000
1.1.8.	Technicien de maintenance (temps partiel)	Mois	60	40 000	2 400 000		Mois	12	40 000	480 000	Mois	12	40 000	480 000	Mois	12	40 000	480 000	Mois	12	40 000	480 000	Mois	12	40 000	480 000
1.1.9.	Gestionnaire - Comptable	Mois	60	100 000	6 000 000		Mois	12	100 000	1 200 000	Mois	12	100 000	1 200 000	Mois	12	100 000	1 200 000	Mois	12	100 000	1 200 000	Mois	12	80 000	960 000
1.1.10.	Opérateur/Opératrice de saisie	Mois	60	75 000	4 500 000		Mois	12	75 000	900 000	Mois	12	75 000	900 000	Mois	12	75 000	900 000	Mois	12	75 000	900 000	Mois	12	60 000	720 000
1.1.11.	Gardien	Mois	60	50 000	3 000 000		Mois	12	50 000	600 000	Mois	12	50 000	600 000	Mois	12	50 000	600 000	Mois	12	50 000	600 000	Mois	12	45 000	540 000
1.1.12.	Planton	Mois	60	60 000	3 600 000		Mois	12	60 000	720 000	Mois	12	60 000	720 000	Mois	12	60 000	720 000	Mois	12	60 000	720 000	Mois	12	45 000	540 000
1.2.	Renforcement de capacité du personnel affecté à SISEA																									
1.2.1.	Formation local en GCAS (180 pers pd 3 jours) par Direction Régionale (6)	U	1	10 660 000	10 660 000	perdiem + restauration + transport + location salle + kits de formation	U	1	10 660 000	10 660 000																
1.2.2.	Formation (1) sur la gestion de la base de données (6 jours), (2) l'utilisation de ArcGis 10.3 (6 jours) et (3) le portail Web (6 jours) pour 25 pers	U	1	2 862 000	2 862 000	perdiem + restauration + kits de formation	U	1	2 862 000	2 862 000																
1.2.3.	Formation en analyse et traitement des données pour l'élaboration des atlas annuels (8 pers pd 3 jours)	U	1	1 600 000	1 600 000	Idem	U	1	1 600 000	1 600 000																
1.2.4.	Formation des Directeurs Régionaux à la technique de collecte et d'archivage des données avec les kits (Smartphone, GPS, etc.) (21 pers pd 3 jours)	U	1	1 935 000	1 935 000	perdiem + restauration + transport + location salle + kits de formation	U	1	1 935 000	1 935 000																

Budget de l'Action pour 5 ans		Budget global de 5 ans				Observations	Année 1				Année 2				Année 3				Année 4				Année 5				
Rubrique	Unité	Nbre	Coût unit (en FCFA)	Coût total (en FCFA)		Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)	Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)	Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)	Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)	Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)		
1.2.5.		U	3	4 000 000	12 000 000	frais de formation + perdiem + billet d'avion aller retour	U	3	4 000 000	12 000 000																	
	Formation en suivi-evaluation de projet (3 pers à l'étranger)																										
1.2.6.		U	2	3 500 000	7 000 000	perdiem + billet d'avion aller retour + frais divers	U	2	3 500 000	7 000 000																	
	Voyages d'échanges avec d'autres pays expérimentés en GCAS (2 pers)					Idem																					
1.2.7.		U	2	4 000 000	8 000 000		U	1	4 000 000	4 000 000	Forfait	1	4 000 000														
	Consultations extérieures pour les différentes formations (BD, ArcGIS, Web) et opérationnalisation du SISEA																										
<b>Sous-total 1: Ressources humaines et renforcement de capacités</b>					713 357 000				173 917 000				133 860 000				133 860 000				133 860 000				133 080 000		
2.	<b>Equipements informatiques, logicielles et sources d'énergie</b>																										
2.1.	<b>Equipements informatiques</b>																										
2.1.1.		An	1	19 000 000	19 000 000		An	1	19 000 000	19 000 000																	
	Equipements informatiques (14 Laptops, 4 Desktops, 1 Onduleur 2KVA, Rackable 19", 6 Onduleurs 1KVA - poste de travail, Imprimantes (Laser Couleur A3+, 2 Bacs, multifonction A3, 8 Laser A4 NB), photocopieur, coupe-papier, scanner A3, reliure, 3 DD de sauvegarde 2 To, 2 DD externes 500 Go, 8 Clés USB 16 Go)																										
2.1.2.		An	2	4 000 000	8 000 000		An	1	4 000 000	4 000 000								An	1	4 000 000	4 000 000						
	Equipements de NTIC (100 smartphones avec des batteries de réserve, 80 GPS)																										
2.1.3.		An	1	1 600 000	1 600 000		An	1	1 600 000	1 600 000				An	1	1 600 000	1 600 000										
	Appareils Photo numérique (8)																										
2.1.4.		An	6	1 000 000	6 000 000		An	1	1 000 000	1 000 000	An	1	1 000 000	1 000 000	An	1	1 000 000	1 000 000	An	1	1 000 000	1 000 000	An	2	1 000 000	2 000 000	
	Abonnement internet (1 Go de débit)																										
2.1.5.		An	1	4 500 000	4 500 000		An	1	4 500 000	4 500 000																	
	Connexion Wimax 512/512Ko																										
2.1.6.		An	6	600 000	3 600 000		An	1	600 000	600 000	An	1	600 000	600 000	An	1	600 000	600 000	An	1	600 000	600 000	An	2	600 000	1 200 000	
	Hébergeur du site (SISEA)																										
2.1.7.		An	1	1 200 000	1 200 000		An	1	1 200 000	1 200 000																	
	Equipement réseau informatique (câble réseau, prise RJ45, prise murale)																										
2.1.9.		An	1	900 000	900 000		An	1	900 000	900 000																	
	Prestations d'installation réseau (Cablage 15 prises réseau), paramétrage Domaine AD																										
2.1.10		U	1	500 000	500 000		U	1	500 000	500 000																	
	Vidéo-projecteur marque picopix																										
2.2.	<b>Logiciels</b>																										
2.2.1.		U	40	60 000	2 400 000		U	8	60 000	480 000	U	8	60 000	480 000	U	8	60 000	480 000	U	8	60 000	480 000	U	8	60 000	480 000	
	Licence Kaspersky Anti-virus																										
2.2.2.		An	1	150 000	150 000		An	1	150 000	150 000																	
	Pack office 2013 et plus																										
2.2.3.		An	1	400 000	400 000		An	1	400 000	400 000																	
	Outils de centralisation de la donnée (windows server 2008)																										
2.2.4.		U	1	2 000 000	2 000 000		U	1	2 000 000	2 000 000																	
	Outils d'exploitation ArcGIS 10.3																										
2.2.5.		An	6	7 500 000	45 000 000		An	1	7 500 000	7 500 000	An	1	7 500 000	7 500 000	An	1	7 500 000	7 500 000	An	1	7 500 000	7 500 000	An	2	7 500 000	15 000 000	
	Licence ArcEditor, flottante pour 30 utilisateurs																										
2.2.6.		An	6	1 000 000	6 000 000		An	1	1 000 000	1 000 000	An	1	1 000 000	1 000 000	An	1	1 000 000	1 000 000	An	1	1 000 000	1 000 000	An	2	1 000 000	2 000 000	
	Licence ESRI ArcGIS Server pour windows server 2008 : 1 licence, avec maintenance annuelle 4 an																										

Budget de l'Action pour 5 ans		Budget global de 5 ans				Observations	Année 1				Année 2				Année 3				Année 4				Année 5			
Rubrique	Unité	Nbre	Coût unit (en FCFA)	Coût total (en FCFA)		Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)	Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)	Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)	Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)	Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)	
2.2.7.	Outils de présentation de la donnée ( ArcGis Server Standard)	U	1	8 000 000	8 000 000		U	1	8 000 000	8 000 000																
2.2.8.	Logiciel d'archivage	U	1	400 000	400 000		U	1	400 000	400 000																
2.3.	Sources d'énergie																									
2.3.1.	Groupe électrogène 10 KVA	U	1	1 500 000	1 500 000		U	1	1 500 000	1 500 000																
2.3.2.	Panneaux solaires 100 Watts + convertisseurs + Batteries	U	100	1 500 000	150 000 000		U	100	1 500 000	150 000 000																
2.3.3.	Carburant et lubrifiant du groupe électrogène	An	6	1 000 000	6 000 000		An	1	1 000 000	1 000 000	An	1	1 000 000	1 000 000	An	1	1 000 000	1 000 000	An	1	1 000 000	1 000 000	An	2	1 000 000	2 000 000
<b>Sous-total 2: Equipements informatiques, logiciels et sources d'énergie</b>				<b>267 150 000</b>					<b>205 730 000</b>				<b>11 580 000</b>				<b>13 180 000</b>				<b>15 580 000</b>				<b>22 680 000</b>	
3.	Autres équipements et consommables																									
3.1.	Autres équipements																									
3.1.1.	Véhicules de liaison pour Bangui et les 6 Directions Régionales	U	2	25 000 000	50 000 000		U	2	25 000 000	50 000 000																
3.1.2.	Moto-cross pour 6 DRH technicien de collecte	U	6	1 500 000	9 000 000		U	6	1 500 000	9 000 000																
3.1.3.	Climatiseur split 2 chevaux	U	3	460 000	1 380 000		U	3	460 000	1 380 000																
3.1.4.	Armoires	U	2	95 000	190 000		U	2	95 000	190 000																
3.1.5.	Étagères en vitre	U	4	21 000	84 000		U	4	21 000	84 000																
3.1.6.	Bureaux	U	2	12 000	24 000		U	2	12 000	24 000																
3.1.7.	Extincteur	U	2	150 000	300 000		U	2	150 000	300 000																
3.1.8.	Outils de maintenance	Ff	1	400 000	400 000		Ff	1	400 000	400 000																
3.2.	Consommables																									
3.2.1.	Fournitures de bureaux (papiers A4, A3, rouleau de papiers traceurs, petit matériels bureau, etc.)	Ff	5	2 300 000	11 500 000		Ff	1	2 300 000	2 300 000	Ff	1	2 300 000	2 300 000	Ff	1	2 300 000	2 300 000	Ff	1	2 300 000	2 300 000	Ff	1	2 300 000	2 300 000
3.2.2.	Entretien et de maintenance des véhicules	Ff	5	2 500 000	12 500 000		Ff	1	2 500 000	2 500 000	Ff	1	2 500 000	2 500 000	Ff	1	2 500 000	2 500 000	Ff	1	2 500 000	2 500 000	Ff	1	2 500 000	2 500 000
3.2.3.	Entretien et de maintenance des moto-cross	Ff	5	1 800 000	9 000 000		Ff	1	1 800 000	1 800 000	Ff	1	1 800 000	1 800 000	Ff	1	1 800 000	1 800 000	Ff	1	1 800 000	1 800 000	Ff	1	1 800 000	1 800 000
3.2.4.	Carburant et lubrifiant des véhicules	Ff	5	1 500 000	7 500 000		Ff	1	1 500 000	1 500 000	Ff	1	1 500 000	1 500 000	Ff	1	1 500 000	1 500 000	Ff	1	1 500 000	1 500 000	Ff	1	1 500 000	1 500 000
3.2.5.	Carburant et lubrifiant des moto-cross	An	5	3 000 000	15 000 000		An	1	3 000 000	3 000 000	An	1	3 000 000	3 000 000	An	1	3 000 000	3 000 000	An	1	3 000 000	3 000 000	An	1	3 000 000	3 000 000
3.2.6.	Consommables (Imprimantes, photocop, traceur)	An	5	3 000 000	15 000 000		An	1	3 000 000	3 000 000	An	1	3 000 000	3 000 000	An	1	3 000 000	3 000 000	An	1	3 000 000	3 000 000	An	1	3 000 000	3 000 000
3.2.7.	Matériel d'entretien et de nettoyage du centre	An	5	300 000	1 500 000		An	1	300 000	300 000	An	1	300 000	300 000	An	1	300 000	300 000	An	1	300 000	300 000	An	1	300 000	300 000
3.2.8.	Gazoli pour groupe électrogène	An	5	1 000 000	5 000 000		An	1	1 000 000	1 000 000	An	1	1 000 000	1 000 000	An	1	1 000 000	1 000 000	An	1	1 000 000	1 000 000	An	1	1 000 000	1 000 000
<b>Sous-total 3:Autres équipements et consommables</b>				<b>138 378 000</b>					<b>76 778 000</b>				<b>15 400 000</b>				<b>15 400 000</b>				<b>15 400 000</b>				<b>15 400 000</b>	
4.	Autres services																									
4.1.	Réhabilitation du Centre de Documentation et d'Information	An	2	2 000 000	4 000 000		An	1	2 000 000	2 000 000													An	1	2 000 000	2 000 000
4.2.	Suivis et supervisions des travaux de collectes et de payes	An	5	6 000 000	30 000 000		An	1	6 000 000	6 000 000	An	1	6 000 000	6 000 000	An	1	6 000 000	6 000 000	An	1	6 000 000	6 000 000	An	1	6 000 000	6 000 000
4.3.	Réunions du comité consultatif	Évaluation	20	150 000	3 000 000		Trim	4	150 000	600 000	Trimes tre	4	150 000	600 000	Trim	4	150 000	600 000	Trim	4	150 000	600 000	Trim	4	150 000	600 000
4.4.	Réunions de la plateforme d'échange	Évaluation	20	1 200 000	24 000 000		Évaluation	4	1 200 000	4 800 000	Évaluation	4	1 200 000	4 800 000	Évaluation	4	1 200 000	4 800 000	Évaluation	4	1 200 000	4 800 000	Évaluation	4	1 200 000	4 800 000
4.5.	Services externes et professionnels (consultations locales)	Forfait	3	2 000 000	6 000 000		Ff	1	2 000 000	2 000 000	Forfait	1	2 000 000	2 000 000									Forfait	1	2 000 000	2 000 000
4.10.	Abonnements à des revues spécialisées	An	5	750 000	3 750 000		An	1	750 000	750 000	An	1	750 000	750 000	An	1	750 000	750 000	An	1	750 000	750 000	An	1	750 000	750 000
4.11.	Elaboration des atlas annuaires par commune	An	5	6 000 000	30 000 000		An	1	6 000 000	6 000 000	An	1	6 000 000	6 000 000	An	1	6 000 000	6 000 000	An	1	6 000 000	6 000 000	An	1	6 000 000	6 000 000
4.8.	Ateliers de validation et de vulgarisation du SISEA	An	5	3 000 000	15 000 000		An	1	3 000 000	3 000 000	An	1	3 000 000	3 000 000	An	1	3 000 000	3 000 000	An	1	3 000 000	3 000 000	An	1	3 000 000	3 000 000

Budget de l'Action pour 5 ans		Budget global de 5 ans				Observations	Année 1				Année 2				Année 3				Année 4				Année 5			
Rubrique	Unité	Nbre	Coût unit (en FCFA)	Coût total (en FCFA)		Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)	Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)	Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)	Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)	Unité	Nbre	Coût unit (en CFA)	Coûts total (en CFA)	
4.12.	Edition et dissémination des atlas annuaires, cartes, prospectus, bulletins, ect,	An	4	8 500 000	34 000 000					An	1	8 500 000	8 500 000	An	1	8 500 000	8 500 000	An	1	8 500 000	8 500 000	An	1	8 500 000	8 500 000	
<b>Sous-total 4: Autres services</b>				<b>149 750 000</b>					<b>25 150 000</b>				<b>31 650 000</b>				<b>29 650 000</b>				<b>29 650 000</b>				<b>33 650 000</b>	
5.	Suivi du projet																									
5.1.	Suivi interne et externe du projet (10% de 6)	An			126 863 500		An		48 157 500	An			19 249 000	An			19 209 000	An			19 449 000	An			20 481 000	
6	Total (1+2+3+4)				1 268 635 000				481 575 000				192 490 000				192 090 000				194 490 000				204 810 000	
7	Coûts total éligibles de l'Action (5 + 6)				1 392 000 500				529 732 500				211 739 000				211 299 000				213 939 000				225 291 000	

Annexe 2: Schéma de collecte des données et de diffusion

